

## Plan collectif en vue de la libéralisation du commerce et des paiements

La Conférence économique du Commonwealth tenue en décembre 1952 a élaboré un certain nombre de propositions tendant, en général, à réaliser un système aussi ample que possible d'échanges et de paiements multilatéraux, y compris la convertibilité des devises. On désigne souvent ces propositions sous le nom de « Plan collectif », puisqu'elles se fondent sur une action collective de la part des pays débiteurs et créditeurs et visent à éliminer les restrictions au commerce et aux paiements. Ces propositions prévoient des mesures disciplinaires sur le plan monétaire et financier, notamment au sein des pays débiteurs, et une certaine libéralisation de la politique commerciale des pays créditeurs. Les pays du Commonwealth ont réaffirmé que de telles initiatives sont seules capables de permettre une utilisation maximum de leurs ressources et un renforcement de leur économie nationale.

A titre d'illustration des progrès accomplis par les pays de la zone sterling, la conférence a noté la confiance de plus en plus grande faite au sterling, de même que la vigueur et la flexibilité croissantes qui caractérisent l'économie des nations de la zone sterling. On a admis cependant que toute mesure décisive dans la mise en œuvre des objectifs du Plan était fonction des conditions établies à la conférence de 1952: le succès continu de la politique intérieure des pays du Commonwealth rattachés à la zone sterling; la possibilité que ces pays et d'autres nations commerçantes adoptent des lignes de conduite propres à assurer l'expansion du commerce mondial, et enfin l'apport d'un appui financier suffisant, grâce au Fonds monétaire international ou autrement.

A ce propos, la Conférence a jugé encourageant le fait que, dans son message au Congrès, le Président Eisenhower ait préconisé la création d'un régime d'échanges et de paiements à la fois plus sain et plus souple, à la faveur duquel tous les pays pourraient vivre par eux-mêmes et qui permettrait en même temps à l'économie américaine de poursuivre son essor. Le communiqué affirmait que tous les pays du Commonwealth attendaient les recommandations précises que le Président doit soumettre au Congrès en matière de politique économique étrangère.

Les pays du Commonwealth ont réaffirmé leur intention, formulée dans le communiqué de la conférence de 1952, de recourir autant que faire se peut aux organismes internationaux de commerce et de finance existants, dans leurs efforts pour réaliser le Plan collectif.

On a jugé que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et le Fonds monétaire international prendraient plus d'importance encore quand des mesures auront été arrêtées en vue de la libéralisation du commerce et des devises, et que l'organisation, les règlements et les modes de procédure de ces institutions pourraient être réexaminés avec profit. La conférence a également noté que des pays membres de l'Union européenne de paiements étudient présentement la façon la plus efficace d'en arriver à une formule plus ample en ce qui concerne le commerce et les paiements. Cette étude revêt pour le Plan collectif une importance particulière, étant donné la participation du Royaume-Uni à l'Union et le fait que c'est le sterling qui a cours au sein de cet organisme.

Les ministres des Finances du Commonwealth assistent à ces réunions périodiques afin d'examiner ensemble la situation et de discuter les problèmes auxquels fait face chacun de leurs pays. Bien qu'elles occupent toutes une place